



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC

TRANSPORT DE PERSONNES

Années 2025 à 2028

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : Mercredi 13 aout 2025 avant 12h00

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet le transport de personnes du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2028.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure de la consultation

La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée définie aux articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

2.2 Forme du Marché

Accord-cadre à bons de commande au titre des articles 78 à 80 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

2.3 Montant du marché

Le montant annuel total des prestations garanties à l'entreprise soumissionnaire est compris entre :

Montant minimum annuel : 5 000 € H.T.

Montant maximum annuel : 30 000 € H.T.

2.4 Durée

Le marché est conclu pour trois (3) ans, soit du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2028, l'essentiel des prestations sera assuré durant l'été pour les déplacements du centre de loisirs municipal.

2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est limité à **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

2.7 Modalités d'attribution

Le marché sera attribué à un seul opérateur économique.

Les groupements momentanés d'entreprises ne seront pas autorisés.

2.8 Code de la nomenclature

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est 60000000-8.

2.9 Modification de détail au dossier de consultation

L'adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard quinze (15) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront, alors, répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 : RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation est téléchargeable sur la plateforme de dématérialisation du Cdg59: <https://marchespublics596280.fr>.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidats transmettront par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>.

a) Pièces relatives à la candidature

L'offre contiendra les pièces suivantes :

- Imprimé DC1 : Lettre du candidat et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants,
- Imprimé DC2 : Déclaration du candidat entièrement complétée, accompagnée des pièces justificatives,
 - La copie du ou des jugements prononcés et l'autorisation de poursuite d'activités, si l'entreprise est en redressement judiciaire,
 - Attestation délivrée par la compagnie d'assurance auprès de laquelle le candidat a souscrit une police personnelle de responsabilité civile,
 - Une liste des références récentes (moins de trois ans) pour des prestations similaires,
- Certificats de capacité récents pour des prestations similaires.

Les imprimés DC1 et DC2 sont téléchargeables à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

A défaut d'utiliser les imprimés DC1 et DC2 désignés ci-dessus, le candidat aura à produire :

- Une lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant :
 - a) Le nom et l'adresse du candidat,
 - b) Si le candidat se présente seul ou en groupement en désignant les membres du groupement et l'habilitation donnée au mandataire,
 - c) Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
- Renseignements et/ou documents permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :
- Certificat d'inscription au registre professionnel ou au registre du commerce (dans les conditions prévues par la législation de l'Etat où le candidat est établi, en cas d'entreprise étrangère), ou, le cas échéant, motif de non indication d'un numéro d'enregistrement,
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures ou services auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des trois derniers exercices,
- Déclaration indiquant les effectifs de l'entreprise au cours des trois dernières années,
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire dispose pour l'exécution des services,
- Si le candidat est en redressement judiciaire (ou procédure étrangère équivalente), copie du ou des jugements prononcés à cet effet (s'il n'est pas rédigé en langue française, le jugement doit être accompagné d'une traduction certifiée),
- Déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :
 - a) Qu'il a satisfait aux obligations sociales et fiscales,
 - b) Qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir,
 - c) Qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du code du travail.
- L'agrément de transporteur de personnes
-

Les certificats et déclarations fiscales pourront être remplacés par une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat.

Cette déclaration permettra au candidat de justifier qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales. Dans le cas où une telle déclaration ne serait fournie par le candidat, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu sous réserve que celle-ci produise dans un délai de 10 jours à compter de la notification de sa désignation par la personne responsable du marché, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.

Le candidat établi dans un Etat membre de la communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine selon les mêmes modalités que celles prévues pour un candidat établi en France.

Le candidat établi dans un pays tiers doit pour les impôts taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu dans ledit pays à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays.

b) Pièces relatives à l'offre

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement : cadre joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du prestataire,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) à accepter sans modification et à dater et signer,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) à accepter sans modification et à dater et signer,
- Un mémoire technique comportant les mesures de sécurité prises pour le transport des personnes, les mesures envisagées en cas d'incidents divers (pannes, crevaisons...), l'âge et le type (nombres de places, équipements...) des véhicules, entretien des véhicules.

5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront être transmis sur la plateforme avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

5.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marchespublics596280.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Si une nouvelle offre est envoyée par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

5.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

ARTICLE 6 : ANALYSES DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 Analyse des candidatures

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 50 à 54 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, qui ne sont pas accompagnés des pièces mentionnées à l'article 4 –a du présent règlement ou qui ne présentent pas les garanties techniques et financières suffisantes ne seront pas admises.

6.2 Jugement des offres

Les offres devront être conformes aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 59 à 65 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Sur la base des critères ci-dessous énoncés, sera choisie l'offre économiquement la plus avantageuse. Le Pouvoir Adjudicateur peut en accord avec le candidat retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

- Valeur technique selon mémoire
- Prix des prestations.

ARTICLE 7 : MODE DE REGLEMENT DU MARCHE

Les factures devront être adressées sur le Portail CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) en un seul exemplaire et accompagné du devis ou bon de commande correspondant.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la dématérialisation des factures à destination du secteur public

(Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014),

Le paiement des factures se fera par mandat administratif dans un délai de 30 jours (délai global de paiement) à compter de la date de réception des factures et après vérification de celles-ci. Si les factures ne sont pas conformes aux stipulations du cahier des charges, l'adjudicateur en avertira le titulaire qui devra alors fournir un avoir et une refacturation. Le délai de paiement reprendra à compter de la date de réception de ces documents.

ARTICLE 8 : RECEPTION DES OFFRES

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront s'adresser auprès du service concerné au : 03.20.64.68.09 et/ou 03.20.64.59.12.